



## Règlement intérieur VILLE DE GODERVILLE

### Délibération n°16 du 20/03/26

**NB :** le règlement intérieur, auparavant obligatoire pour communes de 3 500 habitants et plus, l'est désormais pour celles de 1 000 habitants et plus depuis le 1<sup>er</sup> mars 2020 ([art. L 2121-8 du CGCT](#)).

#### Article 1<sup>er</sup> :

##### *Réunions du Conseil Municipal*

**Le Conseil Municipal se réunit au moins une fois par trimestre.**

Le Maire peut réunir le Conseil aussi souvent que les affaires l'exigent.

Le Maire est tenu de le convoquer chaque fois qu'il en est requis par une demande écrite indiquant les motifs et le but de la convocation et signée par un tiers des membres du Conseil Municipal.

#### Articles 2 :

##### *Régime des convocations des conseillers municipaux*

Toute convocation est faite par le Maire. Elle indique les questions portées à l'ordre du jour. Elle est mentionnée au registre des délibérations, affichée ou publiée.

**Elle est transmise de manière dématérialisée** ou, si les conseillers municipaux en font la demande, adressée par écrit à leur domicile ou à une autre adresse **trois jours francs au moins avant celui de la réunion.**

Une note explicative de synthèse sur les affaires soumises à délibération doit être adressée avec la convocation aux membres du Conseil Municipal ou les délibérations.

En cas d'urgence, le délai peut être abrégé par le Maire sans pouvoir être **inférieur à un jour franc.**

Le Maire en rend compte dès l'ouverture de la séance au Conseil, qui se prononce sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion de tout ou partie à l'ordre du jour d'une séance ultérieure.

#### Article 3 :

##### *L'ordre du jour*

Le Maire fixe l'ordre du jour.

Dans le cas où la séance se tient sur demande du tiers des membres du Conseil, le Maire est tenu de mettre à l'ordre du jour les affaires qui font l'objet de la demande.

#### **Article 4 :**

##### ***Les droits des élus locaux : l'accès aux dossiers préparatoires et aux projets de contrat et de marché.***

Tout membre du Conseil a le droit, dans le cadre de sa fonction, d'être informé des affaires de la commune qui font l'objet d'une délibération.

Durant les trois jours précédant la réunion et le jour de la réunion, les membres du Conseil peuvent consulter les dossiers préparatoires sur place et aux heures ouvrables, dans les conditions fixées par le Maire.

Les dossiers relatifs aux projets de contrat et de marché sont mis, sur leur demande, à la disposition des membres du conseil dans les services communaux compétents, trois jours avant la réunion au cours de laquelle ils doivent être examinés aux fins de délibération.

#### **Article 5 :**

##### ***Le droit d'expression des élus***

Les membres du Conseil peuvent exposer en séance du Conseil des questions orales ayant trait aux affaires de la commune.

Les questions orales portent sur des sujets d'intérêt général et concernant l'activité de la commune et de ses services.

Lors de cette séance, le Maire ou l'un de ses Adjointes répond aux questions posées oralement par les membres du Conseil.

Si le nombre, l'importance ou la nature des questions le justifie, le Maire peut décider de les traiter dans le cadre d'une réunion du conseil spécialement organisée à cet effet.

#### **Article 6 :**

##### ***Informations complémentaires demandées à l'administration de la commune***

Toute question, demande d'informations complémentaires ou intervention d'un membre du Conseil auprès de l'administration de la commune, devra être adressée au Maire.

Les informations demandées seront communiquées dans la quinzaine suivant la demande.

Toutefois, dans le cas où l'administration communale nécessite un délai supplémentaire pour répondre à la demande, le Conseiller Municipal concerné en sera informé dans les meilleurs délais.

#### **Article 7 :**

##### ***Commissions Consultatives des Services Publics Locaux***

La commission consultative des services publics locaux exploités en régie ou dans le cadre d'une convention de gestion déléguée est présidée par le Maire.

#### **Article 8 :**

##### ***La Commission d'Appel d'Offres***

La commission d'appel d'offres est constituée par le Maire, et par trois membres titulaires du Conseil élus ainsi que par trois membres délégués du Conseil élus par le Conseil à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Le fonctionnement de la commission d'appel d'offres est régi par les articles L 1414-1 et L 1414-1 à 4 du CGCT.

## Tenue des réunions du Conseil Municipal

### Article 9 :

#### *Les commissions consultatives*

Les commissions permanentes et spéciales instruisent les affaires qui leur sont soumises par le Maire et en particulier, préparent les rapports relatifs aux projets de délibérations intéressant leur secteur d'activités ; elles émettent des avis car **elles ne disposent pas de pouvoir décisionnel.**

Les commissions peuvent entendre, en tant que de besoin, des personnalités qualifiées.

**- Les commissions permanentes sont les suivantes : FINANCES/URBANISME/ TRAVAUX & SECURITE / AFFAIRES SCOLAIRES / SPORT / COMMUNICATION, ANIMATION, EVENEMENTIEL & CULTURELLE**

Chaque membre du Conseil est membre d'au moins une commission.

La désignation des membres du Conseil au sein de chaque commission intervient au scrutin secret.

**Le Maire préside les commissions. Il peut déléguer à cet effet un Adjoint au Maire.**

Si nécessaire, le Conseil peut décider de créer une commission spéciale en vue d'examiner une question particulière.

Le responsable administratif de la commune ou son représentant assiste de plein droit aux séances des commissions permanentes et des commissions spéciales.

Il assure le secrétariat des séances puisqu'elles donnent lieu à l'établissement d'un compte rendu sommaire.

Les séances des commissions permanentes et des commissions spéciales **ne sont pas publiques sauf décision contraire du Maire et de la majorité des membres de la commission concernée.**

### Article 10 :

#### *Rôle du Maire, président de séance*

**Le Maire, et à défaut celui qui le remplace, préside le Conseil Municipal.**

Toutefois, la réunion au cours de laquelle il est procédé à l'élection du Maire est présidée par le plus âgé des membres du conseil municipal.

Le Maire vérifie le quorum et la validité des pouvoirs, ouvre la réunion, dirige les débats, accorde la parole, rappelle les orateurs à la question, met aux voix les propositions et les délibérations, dépouille les scrutins, juge conjointement avec le ou les secrétaires les preuves des votes, en proclame les résultats.

Il prononce l'interruption des débats ainsi que la clôture de la réunion.

## **Article 11 :**

### *Le quorum*

**Le Conseil Municipal ne peut délibérer que lorsque la majorité de ses membres en exercice est physiquement présente à la séance.**

**Le quorum s'apprécie à l'ouverture de la séance.**

Au cas où des membres du Conseil Municipal se retireraient en cours de réunion, le quorum serait vérifié avant la mise en délibéré des questions suivantes.

**Les procurations n'entrent pas dans le calcul du quorum.**

Si, après une première convocation régulière, le Conseil Municipal ne s'est pas réuni en nombre suffisant, le Maire adresse aux membres du conseil une seconde convocation.

Cette seconde convocation doit expressément indiquer les questions à l'ordre du jour et mentionner que le Conseil pourra délibérer sans la présence de la majorité de ses membres.

Elle devra être transmise 3 jours francs avant la date.

## **Article 12 :**

### *Les procurations de vote*

En l'absence du Conseiller Municipal, celui-ci peut donner à **un autre membre du Conseil municipal de son choix un pouvoir écrit de voter en son nom.**

**Un même membre ne peut être porteur que d'un seul pouvoir.**

**Celui-ci est toujours révocable.**

**Les pouvoirs sont remis, au plus tard, au Maire, au début de la réunion.**

## **Article 13 :**

### *Secrétariat des réunions du Conseil Municipal*

**Au début de chaque réunion, le Conseil nomme un secrétaire.**

Le secrétaire assiste le Maire pour la vérification du quorum, la validité des pouvoirs, les opérations de vote et le dépouillement des scrutins. Il signera le procès-verbal.

## **Article 14 :**

### *Communication locale*

Les réunions peuvent faire l'objet d'un compte rendu dans la presse et être retransmises par tout moyen de communication audiovisuelle.

Pour le reste, les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales s'appliquent.

## **Article 15 :**

### *Présence du public*

**Les réunions du Conseil Municipal sont publiques.**

Des emplacements, en nombre suffisant, sont prévus dans la salle des délibérations pour permettre l'accueil du public

## Article 16 :

### *Réunion à huis clos*

**A la demande du Maire ou de trois membres du Conseil**, le Conseil Municipal peut décider, sans débat, d'une réunion à huis clos.

**La décision est prise à la majorité absolue des membres présents ou représentés.**

## Article 17 :

### *Police des réunions*

**Le Maire a seul la police de l'assemblée.**

**Il peut faire expulser de l'auditoire tout individu qui trouble l'ordre.**

Les téléphones portables doivent être en mode « silencieux ».

## Article 18 :

### *Règles concernant le déroulement des réunions*

Le Maire appelle les questions à l'ordre du jour dans leur ordre d'inscription.

**Le Maire peut proposer une modification de l'ordre des points soumis à délibération.**

**Un membre du Conseil peut également demander cette modification.**

Le Conseil accepte ou non, à la majorité absolue, ce type de propositions.

Chaque point est résumé oralement par le Maire ou par un rapporteur désigné par le Maire.

## Article 19 :

### *Débats ordinaires*

Le Maire donne la parole aux membres du Conseil qui la demandent.

Il détermine l'ordre des intervenants en tenant compte de l'ordre dans lequel se manifestent les demandes de prises de parole.

## Article 20 :

### *Suspension de séance*

Le Maire prononce les suspensions de séances.

## Article 21 :

### *Vote*

**Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés.**

**Les bulletins nuls et les abstentions ne sont pas comptabilisés.**

En cas de partage, la voix du Maire est prépondérante (*sauf pour les votes à bulletin secret*).

En cas d'élection, le vote a lieu à la majorité absolue aux deux premiers tours de scrutin et à la majorité relative des suffrages exprimés, si un troisième tour de vote est nécessaire.

A égalité des voix, l'élection est acquise au plus âgé des candidats.

**En dehors du scrutin secret, le mode habituel est le vote à main levée.**

Le vote secret est appliqué à la demande du tiers des membres de l'assemblée municipale.

## **Article 22 :**

### ***Procès-verbal***

Les délibérations sont inscrites dans l'ordre chronologique de leur adoption dans le registre réservé à cet effet.

Elles sont signées par tous les membres présents ; sinon il est fait mention des raisons qui empêchent la signature.

Les délibérations à caractère réglementaire sont publiées dans un recueil des actes administratifs.

## **Article 23 :**

### ***Désignation des délégués***

Le Conseil désigne ses membres ou ses délégués au sein d'organismes extérieurs selon les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales régissant ces organismes.

Le remplacement de ces délégués peut être fait dans les mêmes conditions que leur nomination.

## **Article 24 :**

### ***Modification du règlement intérieur***

La moitié des membres peuvent proposer des modifications au présent règlement.

Dans ce cas, le Conseil municipal en délibère dans les conditions habituelles.

## **Article 25 :**

### ***Autre***

Pour toute autre disposition il est fait référence aux dispositions du code général des collectivités territoriales.

***Le présent règlement intérieur a été adopté par le Conseil Municipal le 20/03/2026***